



# Conclusion : Politiser pour ne rien changer ? L'alimentation entre critiques et canalisation de la critique

Laura Michel, Eve Fouilleux, Nicolas Bricas

## ► To cite this version:

Laura Michel, Eve Fouilleux, Nicolas Bricas. Conclusion : Politiser pour ne rien changer ? L'alimentation entre critiques et canalisation de la critique. Eve Fouilleux; Laura Michel. Quand l'Alimentation se fait Politique(s), Presses Universitaires de Rennes, pp.239-244, 2020, 978-2-7535-7908-8. hal-02591275

**HAL Id: hal-02591275**

**<https://hal.science/hal-02591275>**

Submitted on 29 Jun 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

*In* : Fouilleux Eve, Michel Laura, (dir.) 2020, Quand l'Alimentation se fait Politique(s),  
Presses Universitaires de Rennes, 290 pages.

## **Conclusion Générale**

### **Politiser pour ne rien changer ?**

### **L'alimentation entre critiques et canalisation de la critique**

Laura Michel, Ève Fouilleux, Nicolas Bricas

Qu'il s'agisse des « consomm'acteurs » qui s'engagent dans les Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne (Amap) ou La Ruche Qui Dit Oui (LRQDO), des élus locaux qui affichent des politiques territoriales en faveur de l'alimentation, ou du gouvernement français qui a organisé, dès le lendemain de l'élection d'Emmanuel Macron, les États généraux de l'alimentation (EGA), ces différents acteurs travaillent à faire de la question alimentaire un problème public. Celui-ci dépasse à la fois la sphère domestique et les régulations jusqu'alors essentiellement limitées aux questions du contrôle de la qualité sanitaire et de l'amélioration de la qualité nutritionnelle des aliments. Avec les crises sanitaires répétées des dernières décennies (graines germées de soja en 2011, lasagnes au cheval en 2013, œufs au Fipronil en 2017, lait infantile contaminé aux salmonelles en 2018 pour ne citer que les dernières), ou la question montante des pesticides (échec du plan Ecophyto, débats récents sur le glyphosate, Appel national des Coquelicots par exemple), l'alimentation est devenue un des objets les plus récurrents du débat public et médiatique. Jusqu'alors plutôt confiné dans les négociations entre pouvoirs publics, profession agricole et industries en amont (semences, engrais, produits phytosanitaires) et en aval (transformation, distribution) de la production, le débat touche aujourd'hui beaucoup plus largement le « grand public ». Fait biologique premier, fait social incontestable (Fischler, 2011), l'alimentation s'affirme de plus en plus comme fait politique.

Bien visible sur l'agenda, l'alimentation est ainsi (re ?)devenue un enjeu politique légitime. En tant qu'elle donne lieu à des problématisations transversales et inter/multisectorielles, la question alimentaire peut ainsi être appréhendée comme une mise en controverse du système agroalimentaire industriel (incluant en particulier le modèle agricole intensif productiviste qui lui est associé) et du compromis fondateur des politiques sectorielles à partir desquelles il s'est développé. La question de la transformation de ce système est ainsi désormais ouvertement posée (Lamine et al., 2015, De Schutter, 2017). Partant de ce constat, les différentes parties de cet ouvrage se sont intéressées aux formes variées d'émergence de l'alimentation en tant que vecteur de critique du système alimentaire agroindustriel, aux différentes dimensions de cette politisation, et à leurs effets potentiels de transformation du système agroalimentaire dominant. Ont été illustrés à la fois l'aspect consensuel et partagé du constat que l'alimentation est un enjeu politique incontournable – malgré une grande variété des formes de politisation à l'œuvre – et la fragilité de ce consensus quand on en vient à la mise en œuvre de politiques publiques alimentaires. En effet, la question alimentaire déstabilise les acteurs dominants, professionnels, administrations

agricoles, et industriels d'amont et d'aval de l'agriculture principalement, qui s'opposent aux changements susceptibles d'être générés, et à la remise en cause des compromis historiques encadrant les échanges politiques entre acteurs. D'autres, comme les distributeurs en particulier, tendent plutôt à surfer sur la vague du consumérisme politique. Les uns et les autres développent ainsi une variété de stratégies de canalisation de la critique (Fouilleux et Jobert, 2017), qui viennent contrer les transformations à l'œuvre.

## L'alimentation : un enjeu consensuel ?

A écouter les discours et regarder les initiatives de toutes sortes qui se multiplient, l'alimentation est clairement devenue un enjeu politique reconnu. Au-delà du constat d'une croyance commune dans une forme de « cause » alimentaire contemporaine, les contributions de cet ouvrage ont mis à jour un certain nombre d'aspects consensuels, largement partagés dans le débat, mais ils ont également illustré les importants conflits de valeurs, qui se font jour dès lors qu'il s'agit d'entrer dans la définition précise des objectifs et des instruments des politiques alimentaires.

### *La mise en avant d'aspects consensuels...*

États généraux de l'Alimentation au niveau national en 2017, « L'alimentation : grande cause régionale » en Occitanie en 2018 : à tous les échelons de gouvernement l'alimentation est devenue un objet légitime du débat politique et de l'action publique. Certains sujets apparaissent particulièrement partagés et consensuels. La relocalisation des approvisionnements alimentaires est ainsi l'objet d'un large consensus dont ont témoigné plusieurs contributions. En réaction aux distanciations multiples des relations des mangeurs à l'agriculture provoquées par l'industrialisation du système alimentaire et à l'anxiété qu'elles génèrent (Bricas et al, 2013), le recours au local, les circuits courts, la proximité, l'agriculture urbaine, deviennent autant de moyens de reprendre la main sur le système alimentaire. La profession agricole elle-même affiche une certaine préoccupation pour les questions alimentaires, précisément à travers sa promotion du « manger local ».

Ce consensus apparent en faveur de l'alimentation se fait cependant selon une approche qui en élimine d'autres, ou tout du moins qui masque des dimensions potentiellement conflictuelles. Certains affichages politiques sont ainsi suffisamment larges et flous pour obtenir au niveau national un compromis entre des acteurs aux intérêts différents, voire conflictuels (Matland, 1995). C'est le cas des Projets alimentaires territoriaux. Ajoutés à la Loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt de 2014 au détour du dépôt d'un amendement de quelques lignes par une élue écologiste, sans réels débats sur le sujet, ils sont désormais mobilisés largement et mis en avant par des élus de tous bords politiques. Leur cadrage large reporte par ailleurs sur les acteurs locaux le soin de l'opérationnalisation, autrement dit les éventuels dissensus susceptibles de l'accompagner. Le consensus peut aussi se faire sur des actions marginales, c'est-à-dire qui ne remettent pas en cause le cœur du système agroalimentaire industriel (ni les réglementations, ou les aides publiques nationales ou européennes, qui le soutiennent), et qui ainsi le confortent. C'est le cas de l'agriculture urbaine, qui découle en partie d'un mouvement contestataire du système agroindustriel mais qui de fait ne concerne qu'une partie marginale de terres agricoles souvent délaissées par le système conventionnel (comme cela a été souligné concernant Montpellier par exemple). Plutôt que de la remettre en cause, l'agriculture urbaine renforcerait ainsi l'organisation néolibérale des économies politiques urbaines contemporaines (McClintock, 2014).

Un autre sujet typiquement consensuel est la lutte contre le gaspillage alimentaire, qui parvient à mettre d'accord les politiques, les acteurs de l'offre - transformateurs et distributeurs - et les consommateurs, tous mobilisés pour cette cause incontestable (Mourad, 2018). Cela a été illustré dans la contribution sur le marché des légumes « moches », qui trouve l'adhésion des distributeurs dans la mesure où elle reste ponctuelle et s'apparente plus à une opération marketing qu'à une remise en cause des normes existantes. Le consensus s'accompagne ainsi d'une approche dépolitisée de l'alimentation, au sens où les conflits de valeurs sont évacués ou reportés sur d'autres niveaux. La lutte contre le gaspillage alimentaire pourrait même être considérée comme une forme de démagogie. Largement vu comme un scandale, en faire un cheval de bataille est payant politiquement. Pourtant, son effet est de focaliser les préoccupations des citoyens sur un sujet marginal du point de vue environnemental et du point de vue de la sécurité alimentaire. Elle donne le sentiment de répondre aux préoccupations citoyennes, sans fondamentalement changer le système à l'origine de l'épuisement des ressources, du changement climatique et autres pollutions. Elle revient aussi à culpabiliser les individus, les consommateurs, en leur demandant de réduire le gaspillage, comme s'ils étaient responsables d'un système de surproduction qu'ils n'ont pas créé mais qui s'est imposé à eux. Il y aurait ainsi un certain cynisme à demander aux individus de contrôler leurs envies quand tout le système d'offre vise d'une part à créer ces envies et d'autre part à faire céder les consommateurs, par les promotions, la publicité et la facilité d'accès aux produits (Bricas, 2019).

Signe des temps, cette mise en avant de sujets consensuels se joue dans des formes institutionnelles ou organisationnelles qui se veulent également consensuelles. Nombre des projets « alternatifs » se construisent au travers de démarches participatives : consultation des différents « parties prenantes » pour les EGA, consultation citoyenne en ligne et par des réunions publiques pour le Pacte Alimentaire Occitanie, assises citoyennes dans le Grand-Est, dispositifs participatifs dans les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT)... Plutôt que de contraindre ou contraindre directement les acteurs dominants, l'enjeu est plutôt de mobiliser tous les acteurs possibles, souvent locaux, autour des sujets consensuels. Il s'agit aussi d'appuyer la légitimité des actions alimentaires sur un consensus citoyen prétendu large.

### *... mais des conflits de valeurs récurrents et irréductibles...*

Si le thème de l'alimentation et la priorité dont on dit qu'elle doit lui être accordée ne semblent pas clivants politiquement, s'ils sont présentés comme consensuels et partagés, des tensions se font immédiatement jour quand il s'agit de discuter de l'instrumentation des politiques et de leur mise en œuvre. Passer du discours à l'instrumentation fait ressurgir les conflits de valeurs qui caractérisent le politique (Smith, 2017), que ces conflits renvoient à une problématisation non partagée entre les différents acteurs ou à la remise en cause de compromis historiques, toujours susceptible de générer des tensions importantes.

Les conflits de valeurs sont ainsi particulièrement visibles lors du passage à l'arène des politiques publiques, où se décident les actions concrètes à mettre en place : problèmes précis à traiter, instruments à calibrer, modalités pour la mise en œuvre. Ainsi, à la dynamique fédératrice des EGA a succédé le vote d'une loi visant à « permettre aux agriculteurs de vivre dignement de leur travail par le paiement de prix justes et promouvoir les choix de consommation privilégiant une alimentation saine, sûre et durable ». Mais la discussion sur cette loi a été émaillée de controverses sur de nombreux sujets, de l'étiquetage nutritionnel combattu par les industriels et rendu finalement facultatif, à la non inscription dans la loi de l'interdiction du glyphosate pourtant promise par le candidat Macron lors de sa campagne électorale. On constate en particulier une opposition entre une approche de

l'alimentation comme marchandise, c'est-à-dire comme enjeu économique, et d'autres visions de l'alimentation comme enjeux patrimonial, culturel, environnemental et social. Le cas de la politique de la gastronomie, où surgissent clairement les frictions entre visions économique et culturelle de l'alimentation quand il s'agit de soutenir la candidature de la France au patrimoine de l'Unesco, l'illustre particulièrement bien. De même, la mise en œuvre des circuits courts renvoie à des visions très différentes du travail et du rôle social des acteurs engagés selon qu'il s'agit des Amap ou de LRQDO (soutien ou non au producteur, création d'emplois précaires, mise en question du bénévolat). Les visions divergent également sur l'alimentation en lien à la santé humaine ou animale, ce dont témoigne la difficile mise en œuvre de la lutte contre l'antibiorésistance par les vétérinaires suisses du fait du modèle économique de la profession. La place de la nature en lien à la question alimentaire est également un enjeu de conflits de valeurs, occupant une plus ou moins grande place dans les différentes visions de l'agriculture biologique. Enfin, les différents acteurs s'opposent sur la place du citoyen dans les politiques alimentaires : certains font de la participation un mécanisme consubstantiel de la politique alimentaire (Brésil, Nord Pas de Calais), d'autres au contraire cherchent à maintenir les frontières d'une cogestion excluante (politiques alimentaires de Bretagne et du Grand-Est, politique en faveur de l'agriculture biologique en Auvergne Rhône-Alpes et en Bretagne, positionnement de la FNSEA et de ses fédérations départementales, promotion de l'agriculture raisonnée). Derrière le consensus se cachent également des usages politiques fort différents de l'alimentation.

### *Temporalités politiques et jeux partisans*

Plusieurs cas étudiés dans l'ouvrage montrent que le ralliement à la cause alimentaire de la part des acteurs politiques, indépendamment de leur « croyance » dans ses vertus, répond aussi à des considérations de stratégie politique. L'alimentation peut ainsi être identifiée comme une ressource politique (Godard et Lesage, 2005), mobilisable à différents effets : donner corps à un discours de promesse de changement durant une campagne (Le Bart, 1992) comme dans le cas des États généraux ; se légitimer auprès du public (médiatisation des EGA, de la signature du Pacte de Milan par le président de la Métropole de Montpellier, ou de la consultation citoyenne sur l'alimentation en Occitanie par exemple) ; donner des gages puis des rétributions à des alliés politiques (en particulier aux écologistes dans des majorités de gauche plurielle comme en région Nord-Pas de Calais notamment). Mais bien souvent, ces rétributions symboliques s'accompagnent de faibles moyens. Dans tous les cas étudiés dans l'ouvrage, elles renvoient à des délégations sans ressources organisationnelles, à des élus de second rang, etc. Autant d'indicateurs de l'importance toute relative accordée à cet enjeu en tant que tel.

L'ouvrage montre également que ces usages de l'alimentation sont particulièrement fonction des temporalités politiques. Les EGA ont été organisés très vite après l'élection d'Emmanuel Macron, rapidement suivis du vote de la loi. Le rythme ramassé de ce processus incarne la construction politique de la priorité de l'alimentation. Pour autant, le contenu de la loi reflète assez peu la teneur des débats et les propositions les plus innovantes concernant l'alimentation qui y ont été faites. La configuration formelle du débat au moment de la prise de décision, dans laquelle l'enjeu pour les acteurs dominants est d'écarter au maximum les propositions alternatives aux leurs, peut en effet contraster fortement avec les débats participatifs antérieurs. En l'occurrence, le gouvernement s'était préparé dès la clôture des EGA en décidant de ne pas diffuser la teneur des échanges. Si des comptes-rendus présentant les résultats des discussions menées dans les onze ateliers ont bien été rédigés par leurs présidents respectifs, ceux-ci n'ont pas été partagés et n'ont circulé que dans les cercles restreints du pouvoir. Ainsi alors que les participants aux EGA, y compris les plus « critiques », ont semble-t-il été plutôt satisfaits des échanges qui ont

eu lieu au cours des ateliers, les jugeant souvent ouverts et sans tabous, aucune prolongation des débats ou des échanges n'a été organisée. En aucun cas ils n'ont été pris comme point de départ formel pour la discussion de la loi. Paradoxalement du fait de la vocation participative affichée des EGA, la mise en politique de la question alimentaire se traduit ici, à travers la non prise en compte dans l'arène du contenu des débats antérieurs, par une réduction drastique des options discutées, et donc, *in fine*, par une très politique dépolitisation des discussions.

De même, les temporalités politiques jouent un rôle important pour expliquer la place de l'alimentation sur les agendas locaux, mais elles influent également sur les élus titulaires des délégations afférentes. Dans différents cas étudiés, l'alimentation émerge sur l'agenda à la faveur d'élections, mais sa place peut ensuite être revue à la baisse en fonction des rapports de force politiques. Dans le Nord-Pas-de-Calais, le projet alimentaire régional initial et ses porteurs ont été marginalisés sous deux effets : d'une part la montée en puissance du jeu partisan en perspective des élections régionales de 2015 et d'autre part l'absence de résultats politiques auto-imputables suite aux réunions de concertation sur le projet et donc l'absence de produits ou d'actions politiques valorisables dans le jeu électoral. Les jeux partisans sont ainsi bien présents sur le sujet. A Montpellier, face à la montée de la France Insoumise sur le territoire métropolitain aux élections présidentielles et législatives, la délégation à l'agroécologie et l'alimentation a été retirée à une Vice-Présidente jugée trop proche des adversaires politiques du Président de la métropole. Dans la région AURA, le changement de majorité et l'arrivée de Laurent Wauquiez à la Présidence de la région a conduit à un changement radical de la politique de soutien à l'agriculture biologique ; le bio conventionnalisé porté par la Chambre d'agriculture a été favorisé au détriment du bio plus alternatif des acteurs historiques du mouvement bio de la région, dont les subventions ont été supprimées. Contrairement à ce que montrent la plupart des travaux qui concluent à un effet limité de la variable partisane tant sur les agendas locaux d'une part que sur les politiques agricoles d'autre part, on voit ici qu'elle joue en réalité un rôle important, qui se vérifie moins en termes d'affichage général que de choix d'instruments et de type d'agriculture et d'alimentation biologiques développé *in fine* sur le terrain. On a vu le même type de processus à l'œuvre en région Bretagne ou en Nord Pas de Calais. Ainsi, au fil de ces temporalités politiques, on constate avec le temps une forme d'autonomisation des politiques alimentaires à l'égard des mouvements militants qui ont pu être à leur origine, comme cela a pu être le cas dans d'autres domaines d'action publique (Dubois, 2012). Au fur et à mesure de leur institutionnalisation, les acteurs qui en étaient historiquement les principaux porteurs sont marginalisés au profit d'une reprise en main par les leaders politiques et par les services administratifs en charge de leur mise en œuvre, qui les passent au prisme de leurs logiques organisationnelles et de leurs instruments préexistants.

## Changement de politique publique *versus* canalisation de la critique

En tant que vecteur de la critique et de transformation des pratiques, l'alimentation est donc susceptible de donner lieu à des transformations institutionnelles, sociales et politiques majeures. Mais elle se heurte tout autant à des formes de récupération et à des stratégies de canalisation de la critique par les acteurs hégémoniques, qui limitent son potentiel transformateur. Nous évoquons ici trois types principaux parmi ces stratégies : « l'agricolisation » des débats, qui permet l'évacuation de la question alimentaire ; le détournement de la critique à travers sa retraduction, soit sur le plan discursif, soit dans la mise en œuvre des politiques ; l'approche de l'alimentation comme opportunité de marché et de développement économique.

### *Agricolisation du débat*

Dans la mesure où elle interroge le modèle agricole dominant, la construction de l'alimentation comme problème public autonome suscite dans l'ensemble de nos cas d'étude une réaction du monde agricole, qui s'emploie à *agricoliser* le débat. Il s'agit pour les acteurs du système agri-alimentaire industriel de faire de l'alimentation un sous-problème agricole, leur permettant de réaffirmer leur statut de propriétaire légitime à son égard, et d'empêcher de nouveaux acteurs (environnement, santé, consommateurs...) de s'immiscer *via* l'alimentation dans les problématisations en jeu et dans la régulation du secteur agricole.

Ainsi avec l'agriculture raisonnée, les représentants de l'industrie chimique puis les agriculteurs se sont saisis de la question environnementale pour désamorcer les critiques sur les pesticides et proposer une solution à leur utilisation, définie et portée par la profession agricole elle-même. La proposition d'une « agriculture raisonnée » répond aussi à une volonté stratégique de l'industrie chimique puis de la profession agricole de canaliser la critique portant sur les pesticides et de la maîtriser en interne. Mais au-delà, les logiques organisationnelles propres à la profession rendent difficile la possibilité même de poser différemment les questions. En France, les logiques productivistes (et chimiques) sont incorporées par les individus à chaque échelon du système de la cogestion. Et le manque d'expertise sur des sujets connexes à l'agriculture (alimentation, environnement) ne permet pas véritablement à ses représentants sur le terrain de sortir du cadrage agricole qu'ils maîtrisent, comme l'illustre l'étude des logiques internes à la FDSEA. Il y a ainsi une forme d'impossibilité de poser les questions autrement qu'au travers de la production et de la productivité agricoles. Dans le cas d'étude suisse, ce sont en grande partie les logiques du modèle économique de rémunération des vétérinaires grâce à la vente de médicaments qui limitent en grande partie le développement de pratiques de soins alternatives (homéopathie, phytothérapie, etc.), malgré une réelle volonté institutionnelle de diminuer l'utilisation des antibiotiques pour gérer les risques liés à l'alimentation humaine.

Enfin, plusieurs contributions montrent que la profession agricole et ses différents relais développent un travail politique visant à marginaliser les acteurs alternatifs et à influencer directement sur l'agenda des politiques alimentaires. C'est le cas de toutes les politiques locales étudiées dans lesquelles la profession dispose de relais *via* les chambres d'agriculture ou certains acteurs des collectivités (élus ou techniciens). Dans différentes régions, on constate une reprise en main du dispositif régional de politique alimentaire pour en faire un enjeu de valorisation économique de la production agricole régionale ou locale, les autres problèmes – dont en particulier celui de la spécialisation des exploitations et de l'usage de la chimie de synthèse – étant évacués du débat ou confinés à des espaces sous-sectoriels. La politique alimentaire régionale permet alors parfois même un renforcement de l'hégémonie des acteurs agricoles classiques, comme c'est bien illustré dans les deux études de cas en Bretagne. De manière plus générale, à l'échelle régionale comme métropolitaine, les politiques alimentaires finissent par s'inscrire – au moins en grande partie - dans une forme de cogestion classique avec la chambre d'agriculture. Au Brésil, le discours à connotation sociale qui était porté par le gouvernement Lula sur la sécurité alimentaire a ensuite été détourné par l'*agronegócio* pour en occulter l'enjeu qualitatif initial (une répartition plus juste de la nourriture pour un accès de tous à l'alimentation) et lui conférer un objectif quantitatif, mettant en avant l'enjeu de nourrir la planète et donc d'augmenter la production agricole en général.

*Détournement de la critique : focalisation des débats, dilution dans la mise en œuvre*

La critique est parfois bien prise comme point de départ, mais elle se voit retraduite de manière « détournée » de son contenu initial. C'est notamment le cas des politiques locales qui se focalisent sur la relocalisation de la production agricole ou la valorisation des produits agricoles locaux. Il s'agit ici du « *local trap* » (Born et Purcell 2006 ; Libman 2015) : le local est improprement construit comme synonyme de respect de l'environnement et de bonnes conditions sociales de production, alors que ce n'est en rien garanti, comme le montre le cas de la Bretagne qui valorise à ce titre ses porcs produits de manière industrielle et inscrits dans des filières internationales. Ces politiques utilisent donc le local comme une sorte de « *muleta* », ce chiffon rouge agité par le torero devant le taureau pour focaliser son attention. La focalisation de l'attention des citoyens sur le local permet ainsi de mettre à l'écart les alternatives. C'est la même logique qui fonctionne en Aquitaine ou en Ecosse : les labels piscicoles, en ancrant les produits dans le territoire, les construisent comme automatiquement durables. De même, la mise en avant de l'agriculture raisonnée peut être vue comme une stratégie de mise en invisibilité de l'agriculture biologique, de laquelle elle se pose en forme d'équivalence alors que ses cahiers des charges ont un niveau d'exigence très bas en termes environnementaux (respect de la réglementation en vigueur), et particulièrement éloignés de ceux de l'agriculture biologique. D'une manière générale, la multiplication des écolabels « durables » ou « écoresponsables » traduit moins une intégration réelle de l'impératif de durabilité par les acteurs économiques qu'elle met en scène leur capacité à intégrer les critiques dont ils sont l'objet. De même la FNSEA, particulièrement ciblée par les critiques, s'est finalement appropriée la question de l'alimentation mais en la retraduisant dans le registre de la gastronomie et de la charité, deux manières de sublimer la production agricole en lui conférant une dimension morale, ancrée dans un registre domestique, d'une manière différente des promoteurs de l'agriculture biologique. Or, ce discours invisibilise voire dissimule l'importance de l'agribusiness derrière la gastronomie et les produits « de pays ». Il opère également une déconnexion de la responsabilité des agriculteurs par rapport à l'amont et l'aval.

Une autre manière d'éviter la remise en question du système agri-alimentaire industriel est d'en appeler à la figure du consommateur et à ses attentes, construites comme devant guider l'orientation des politiques (Pinto, 2013). Comme l'affirme clairement l'un des objectifs des EGA, la transformation des modèles de production doit se faire « en réponse aux attentes des consommateurs ». La mesure de leur consentement à payer pour des aliments plus vertueux devient un étalon de l'attente sociétale. De même, le tournant nutritionniste a reporté sur les consommateurs la responsabilité de choisir une alimentation adaptée. Dans cette approche, les choix alimentaires sont renvoyés aux choix individuels des consommateurs, plaçant ainsi la responsabilité de changer de système dans les mains de celles et ceux qui ne l'ont pas construit mais que l'on considère aujourd'hui comme responsables. La montée en puissance d'un large mouvement de défiance dénonçant la « malbouffe » a pourtant d'une certaine manière transformé le système agro-alimentaire industriel en poussant l'industrie alimentaire à innover et la grande distribution à proposer de nouveaux produits à ses clients, cette dernière lui donnant en retour l'une de ses principales formes de mise en politique, le « consumérisme politique » (Stolle et Micheletti 2013 ; Wirt, 2017), dit encore « consommation engagée » (Dubuisson-Quellier, 2018). La dépolitisation peut alors être relative, si l'on considère, comme les auteurs de la contribution sur la défiance alimentaire, qu'à travers la diversification des produits sur les étals *via* divers labels, les distributeurs donnent au consommateur une opportunité de manifester une défiance, et donc de porter une « politisation à petit feu » à travers leur comportement d'achat. Mais la sur-responsabilisation des consommateurs a aussi des effets induits. Elle conduit à culpabiliser les individus qui ne

font pas les « bons choix » parce qu'ils n'en ont pas les moyens et, ce faisant, les amène à contester même les discours les enjoignant à prendre leur responsabilité.

Enfin, le détournement peut avoir lieu dans la phase de mise en œuvre des politiques, donnant lieu à une forme de dilution. En effet, entre l'affichage d'objectifs et leur mise en œuvre, toute une série d'interactions se succèdent, mettant aux prises différents acteurs, dont les services administratifs de différents niveaux, chacun portant des logiques institutionnelles et organisationnelles propres. Les objectifs sont ainsi en permanence rediscutés, redéfinis au cours de ce processus, qui les transforment et peut être à l'origine d'une dilution de la critique initiale. C'est ce que l'on voit dans le cas de Montpellier où la mise en œuvre de la P2A se traduit par une succession de compromis visant à son opérationnalisation et qui aboutissent à une dilution du projet initial. En Région Nord-Pas-de-Calais, le processus participatif devant accoucher du contenu de la politique alimentaire a connu de telles difficultés qu'il n'a pas permis d'aboutir à cet objectif, qui s'est en quelque sorte auto-dissout dans une discussion sur les procédures de participation, et s'est traduit par une marginalisation complète du projet initial et de ses promoteurs. Dans le cas de la politique suisse de lutte contre l'antibiorésistance, on constate une dilution progressive de l'attention accordée aux alternatives aux antibiotiques du niveau fédéral (les vétérinaires des services centraux y sont très sensibles), au niveau cantonal (les vétérinaires cantonaux doivent respecter les demandes de l'administration fédérale mais doivent aussi les adapter aux configurations locales et faire face aux vétérinaires de terrain dont la rémunération dépend directement de la vente des produits) et au niveau des praticiens de terrain (dont très peu mettent réellement en pratique les médecines alternatives). Finalement, les vétérinaires veulent bien utiliser les médecines alternatives mais prioritairement dans les petits élevages ou de façon marginale.

Dans d'autres cas, si l'innovation voit le jour, elle ne se substitue pas au système existant. Il y a plutôt superposition de deux systèmes qui cohabitent. Ainsi, au Maroc, le modèle modernisateur des marchés de gros est mis en œuvre sans vraiment remettre en cause le modèle préexistant de distribution à travers des intermédiaires informels, cette superposition permettant de garantir le maintien de la paix sociale. De la même manière, au Brésil, on constate une réelle institutionnalisation des instances de participation de la société civile dans la fabrication des politiques alimentaires dans la période du gouvernement Lula, mais sans pour autant qu'elles remettent en cause le fort soutien public au secteur de l'*agronegocio*, dont les exportations apportent des devises et un statut de grenier du monde jugés nécessaire au leadership qu'il entend donner au Brésil sur la scène internationale. Dans la période plus récente, le nouveau gouvernement qui se place en opposition radicale à la période Lula n'a pas fait immédiatement disparaître pour autant les politiques sociales et les instances de participation, mais les vide de leurs moyens budgétaires et techniques.

### *Les nouvelles préoccupations des mangeurs, opportunités de marché et de développement économique*

La montée de la question alimentaire a aussi été saisie comme opportunité par les acteurs du marché, pour conforter leur propre développement. Plusieurs contributions de l'ouvrage montrent comment les alternatives portées par des mouvements militants contestant le modèle productiviste ont été appropriées et retraduites par des acteurs du marché, selon une logique de fonctionnement du capitalisme mise en évidence par Boltanski et Chiapello (2011 [1999]) et dont certaines déclinaisons dans le domaine agricole et alimentaire ont déjà été décrites (Fouilleux et Goulet, 2012 ; Lepiller, 2013). Ainsi, au motif de s'investir dans la lutte contre le gaspillage derrière les

associations du mouvement alimentaire, les grands distributeurs se sont saisis des légumes moches comme opportunité de valoriser leur image de marque. Plus largement, la contribution sur la défiance alimentaire montre comment le recyclage des alternatives par les industriels de l'agroalimentaire (bio, bien-être animal, local, « sans », etc.) est devenu une condition d'entrée sur les marchés et alimente de nouveaux fronts de croissance. Ce recyclage se traduit aussi par de nouvelles formes de distribution organisées par le marché sur le modèle de la distribution militante : la Ruche qui dit oui s'est approprié le modèle des Amap en le rendant plus conforme aux canons de l'économie néolibérale. Enfin, la critique a aussi été appropriée par certains secteurs pour se protéger dans des contextes de concurrence, voire de crise. Ainsi, l'écolabel pêche durable a été développé en écho à certaines préoccupations des citoyens et des mangeurs mais c'était avant tout une stratégie de protection de la pêche française dans un marché international concurrentiel et dans une logique de pérennisation des pratiques en place. De même, à l'exception du cas grec, l'aquaculture s'est développée en Ecosse et en Aquitaine à travers la mise en avant des préoccupations pour une durabilité accrue des élevages, mais avant tout envisagées dans une perspective de développement économique régional ou national, dans un contexte de forte concurrence sur le marché européen du poisson d'élevage. En revanche, certaines politiques alimentaires régionales ne visent pas tant à développer des formes alternatives de mise en marché qu'à soutenir les circuits classiques et à afficher (pour les acteurs politiques) un engagement de soutien aux filières de production locales ; ainsi la politique alimentaire d'approvisionnement des cantines scolaires bretonnes est conçue comme une forme de soutien à la production porcine et laitière intensive et internationalisée. Par ces différentes pratiques, le marché ne retient que certains éléments des débats sur l'alimentation, et en évacue d'autres.

A l'occasion du recyclage des initiatives alternatives par le marché, les éléments les plus saillants de la critique se voient le plus souvent carrément évacués. Ainsi, les ventes ponctuelles de légumes moches par les grandes enseignes n'interrogent ni les conditions de production et de surproduction, ni les standards de beauté des légumes, autrement dit les sujets conflictuels qui mettent en lumière les apories du système agri-alimentaire industriel. De même, la conventionalisation croissante de l'agriculture biologique, encouragée par certaines politiques régionales, s'appuie sur une définition très restrictive du bio, réduite à la non utilisation de pesticides chimiques de synthèse ainsi que la définit le règlement européen et qui évacue la critique sociale et politique sur l'agriculture et l'alimentation industrielles portée par les acteurs historiques du mouvement bio. Dans la même logique, LRQDO retient le modèle militant d'échange entre producteurs et consommateurs, mais évacue l'idée de soutien au producteur et remplace le bénévolat militant par des emplois précaires et des dividendes pour la plateforme. Les valeurs sociales et politiques attachées aux modèles alternatifs sont d'ailleurs souvent dépréciées : le militantisme est jugé négativement par les acteurs impliqués dans LRQDO, de même que le manque de souplesse liée aux engagements demandés dans les Amap. De façon plus large, la défiance exprimée à l'égard du système agri-alimentaire dominant est disqualifiée par les tenants de ce dernier, qui la présentent comme une irrationalité ou une dérive pathologique individuelle. En contrepoint, au Maroc le système agri alimentaire industriel (en l'occurrence dans sa dimension commerciale avec les marchés de gros) est toujours posé en modèle idéal par les élites des villes pour construire un projet urbain moderne, en opposition aux systèmes informels traditionnels.

## Interrogations et perspectives

L'ouvrage illustre ainsi une dynamique qui alterne séquences de politisation de la question alimentaire et séquences de dépolitisation. Elle est d'abord politisée par les mouvements alternatifs (agriculture biologique,

agroécologie, circuits courts) et les organisations de l'écologie politique à travers une problématisation, une mise en sens des failles, des bugs, des erreurs du système alimentaire agro-industriel. Alors que ces failles se sont initialement manifestées dans le domaine sanitaire (ESB, contaminations alimentaires diverses, résidus de pesticides dans les aliments), cette problématisation a permis de construire une critique plus globale et transversale de ce système, incluant non seulement les dimensions sanitaires, mais aussi les questions sociales, environnementales, économiques, et culturelles. Avec une couverture médiatique importante et en permettant des mobilisations citoyennes diverses et de plus en plus nombreuses, cette problématisation globale a progressivement sapé les bases du référentiel de politique agricole et alimentaire en place.

La question alimentaire est ensuite inscrite à l'agenda politique (EGA, politiques alimentaires régionales et locales), généralement à grand renfort d'affichage politique, véhiculant un message d'innovation, de changement, dans une volonté de différenciation qui répond essentiellement à une contrainte politique de légitimation. Et si l'on constate un mouvement général de mise à l'agenda de la question alimentaire, l'ouvrage a montré qu'il est particulièrement appuyé aux échelles infrarégionales. Ainsi le Pacte de Milan rassemble aujourd'hui près de 190 villes dans le monde qui se sont engagées à mener des politiques d'alimentation durable. Diverses instances de collectivités territoriales à l'échelle mondiale se sont dotées de groupes de travail ou de programmes de politiques sur l'alimentation : Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), Organisation des Régions Unies (ORU Fogar), Conseil International pour les Initiatives Ecologiques Locales (ICLEI), C40 Cities. Des initiatives qui sont encore au stade de déclarations d'intention ou d'échanges d'expériences mais qui sont néanmoins complètement nouvelles.

Au final, la politisation de la question alimentaire semble bien réelle et elle produit des effets incontestables. Les critiques du modèle agro-alimentaire industriel ont favorisé la diffusion de modes de production alternatifs (agriculture biologique, agroécologie par exemple), de nouveaux modes de distribution et de relations entre producteurs et mangeurs (circuits courts), ainsi aussi parfois que des politiques publiques plus équitables d'accès à la nourriture, prenant en compte les communautés locales, les populations les plus démunies ou encore les enjeux environnementaux. Des transformations professionnelles et organisationnelles sont également à l'œuvre. Indéniablement les consommateurs témoignent d'un comportement plus politique dans leurs achats, poussant la grande distribution à répondre à leurs attentes, les producteurs à transformer progressivement leurs pratiques et éventuellement à garantir leurs produits alimentaires par des labels, suscitant ainsi une adaptation du marché au sens large.

Toutefois, ces évolutions se font à travers des processus d'appropriation et de canalisation de la critique, qui la transforment plus ou moins fortement. Nous en avons illustré trois voies principales : agricolisation des débats, détournement (qu'il passe par un processus de focalisation des débats sur des aspects isolés de la critique ou par des retraductions lors de la mise en œuvre), et marchandisation. Les formes de critiques les plus radicales sont ainsi évacuées, ignorées ou neutralisées. Le questionnement politique qu'elles soulèvent est euphémisé, donnant lieu paradoxalement à des actions souvent dépolitisées. Les effets concrets des critiques restent ainsi principalement d'ordre discursif ou, quand ils se traduisent plus concrètement dans l'action publique, ils demeurent d'ordre incrémental et/ou marginal. Le local, le territoire, deviennent l'échelle de mobilisation privilégiée des citoyens et des élus, alors même que c'est aux échelles nationales ou internationales que se concentrent les moyens

financiers, que se déterminent les réglementations et que se jouent donc véritablement les orientations du système alimentaire.

Ces difficultés, ces résistances témoignent-elles d'un rapport de force insuffisant pour faire véritablement évoluer le système dominant ? Alors que la question alimentaire semble mobilisatrice, surtout chez les Français très attachés à leur modèle alimentaire, elle semble finalement mobiliser peu lorsqu'il s'agit de défendre des positions politiques. Le consumérisme politique, les initiatives citoyennes dites « alternatives » représentent-ils de véritables forces politiques ? Ne témoignent-ils pas plutôt d'une forme d'engagement désespéré du politique ? La grande aura dont bénéficie en France Pierre Rabhi et le mouvement des Colibris illustre très bien cette forme de dépolitisation de la question alimentaire. Répondant au sentiment d'impuissance des citoyens pour changer de système, à leur défiance vis-à-vis des responsables politiques, la proposition est d'agir à l'échelle individuelle à partir d'une conversion personnelle, d'une prise de conscience des bienfaits d'une frugalité heureuse. Il n'est plus question d'action collective, de pression sur les décideurs ; c'est la mobilisation personnelle, « en son âme et conscience », qui devient le vecteur du changement. La réduction de la consommation ou le retour à des activités domestiques remplaçant des achats (*do it yourself*, revalorisation du jardin, etc.) sont considérés comme des pratiques qui finiront par se diffuser spontanément, se généraliser par une prise de conscience collective croissante, comme si les seules motivations individuelles guidaient les comportements. Cette négation des effets d'installation (Lahlou, 2017) sur les comportements empêche de reconnaître la responsabilité des acteurs qui organisent l'offre et les paysages alimentaires et façonne les pratiques. Elle s'avère un moyen de satisfaire sa volonté d'engagement sans autre combat que celui contre ses habitudes individuelles.

On peut ainsi se demander finalement si les expériences militantes alternatives, par essence porteuses d'une critique du système agri-alimentaire industriel, n'offrent pas paradoxalement un potentiel d'innovations à ce dernier, lui permettant de se réinventer et donc de se prolonger sans cesse. Sa coexistence avec des expériences alternatives, qui dans une perspective de transition auraient vocation à s'étendre, agirait ainsi non pas comme un ferment de disruption du système alimentaire actuel, mais plus comme un facteur favorisant son maintien... D'autant plus que l'on peut se poser la question : la mobilisation citoyenne est-elle si large que cela ? Les initiatives dites « alternatives » qui semblent se multiplier, emportent-elles une telle adhésion que cela ? Les profils socio-économiques des militants innovateurs, des pionniers de l'agroécologie et de l'alimentation durable témoignent-ils d'une grande diversité ? On peut en douter et en tout cas s'interroger quand on constate les réactions de rejets dont font l'objet ces engagements de la part non pas des acteurs qui bénéficient du système dominant, mais au contraire de ceux qui ne peuvent plus véritablement en bénéficier : les citoyens sans pouvoir, sans moyens économiques pour payer un peu plus cher leur alimentation, sans temps ou espace disponibles pour construire des alternatives ou pour participer aux consultations citoyennes. La pauvreté agricole et alimentaire (qu'il faut distinguer de la grande précarité alimentaire qui demande de l'aide) témoigne d'une marge de manœuvre réduite quasi à néant pour faire évoluer le système. La frustration qu'engendre cette situation conduit au risque d'un rejet de toute forme de mobilisation autre que celle du désespoir, de la radicalisation et de la violence. La difficulté de mise effective en politique de la question alimentaire témoigne-t-elle ainsi d'une crise démocratique ?

D'un côté l'extension du modèle agro-industriel se poursuit, notamment vers les nouveaux marchés à conquérir que constituent les pays d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique Latine. Les entreprises continuent d'innover, tentant d'incorporer dans leurs produits des réponses aux critiques adressées au modèle qu'elles véhiculent. De

l'autre se multiplient des expériences dites « alternatives », individuelles, citoyennes, associatives voire entrepreneuriales. Elles ne le sont pas toutes si alternatives qu'elles le prétendent quand elles composent déjà avec des éléments du système dominant, mais elles revendiquent de jouer une transition vers un autre modèle de production et de consommation. A ces deux tendances, il faut en ajouter une troisième encore peu étudiée, et qui pourtant est susceptible de modifier profondément le paysage alimentaire : c'est celle portée par les acteurs économiques de l'économie collaborative numérique, extérieurs au champ de l'agriculture et de l'alimentation. Ces géants et toute la myriade de startups qui gravitent autour investissent le secteur alimentaire par trois voies : la nutri-génétique et la nutrition personnalisée ; la bioéconomie des protéines végétales et les procédés de transformation industrielle supportant le mouvement végétan ; et la commande par internet et la livraison rapide qui permet d'accélérer le transfert vers le marché de l'ultime étape encore domestique du système alimentaire : la cuisine. Ces trois domaines d'investissements sont à même de bouleverser les rapports de force au sein du système alimentaire, et de redessiner la carte des enjeux de « durabilité » si le terme a encore un sens dans le cadre des perspectives transhumanistes que portent certains de ces acteurs. L'arrivée de ces nouveaux acteurs dans le champ alimentaire permettra-t-il aux mangeurs de reprendre la main sur leur alimentation ou accentuera-t-il leur sentiment d'être dépossédé de leur capacité de contrôle du système ? Quelles sont les marges de manœuvres du politique et l'influence éventuelle des politiques publiques face à ces profondes transformations en germe ?

## Bibliographie

BOLTANSKI Luc et CHIAPELLO Ève, 1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.

BORN Branden et PURCELL Mark, 2006, « Avoiding the local trap: Scale and food systems in planning research », *Journal of planning education and research*, 26, p. 195-207.

BRICAS Nicolas, 2019, "Pourquoi faudrait-il lutter contre le gaspillage alimentaire ?", *Chaire Unesco Alimentations du Monde*, Opinion, <https://www.chaireunesco-adm.com/NICOLAS-BRICAS-Pourquoi-faudrait-il-lutter-contre-le-gaspillage-alimentaire>

BRICAS Nicolas, LAMINE Claire et CASABIANCA François, 2013, « Agricultures et alimentations : des relations à repenser? », *Natures Sciences Sociétés*, 21, p. 66-70.

DE SCHUTTER Olivier, 2017, « The political economy of food systems reform », *European Review of Agricultural Economics*, p. 1-27.

DESAGE Fabien et GODARD Jérôme, 2005, « Désenchantement idéologique et réenchantement mythique des politiques locales », *Revue française de science politique*, 55, p. 633-662.

DUBOIS Vincent, 2012, *Le politique, l'artiste et le gestionnaire. (Re)configurations locales et (dé)politisation de la culture*, Bellecombe en Beauce, Editions du Croquant.

DUBUISSON-QUELLIER, Sophie, 2018, *La consommation engagée*, Presses de Sciences Po, Paris.

FISCHLER Claude, 2011, « Commensality, society and culture », *Social Science Information*, 50, p. 528-548.

FOUILLEUX Ève et JOBERT Bruno, 2017, « Le cheminement des controverses dans la globalisation néolibérale. Pour une approche agonistique des débats de politique publique. », *Gouvernement et Action Publique*, 6, p.9-36.

FOUILLEUX, Ève et GOULET, Frédéric, 2012, « Firms et développement durable: le nouvel esprit du productivisme », *Études rurales*, p. 131-146.

LAHLOU Saadi, 2017, *Installation Theory. The societal construction and regulation of behavior*, Cambridge, Cambridge University Press.

LAMINE Claire, BUI Sibylle et OLLIVIER Guillaume, 2015, « Pour une approche systémique et pragmatique de la transition écologique des systèmes agri-alimentaires », *Cahiers de recherche sociologique*, p. 95-117.

LE BART Christian, 1992, *La rhétorique du maire entrepreneur : critique de la communication municipale*, Paris, Editions A. Pedone.

LEPILLER Olivier, 2013, « Les critiques de l'alimentation industrielle et les réponses des acteurs de l'offre », *Cahiers de Nutrition et de Diététique*, 48 (6), p. 298-307

LE VELLY Ronan et DUFEU Ivan, 2016, « Alternative food networks as “market agencements”: Exploring their multiple hybridities », *Journal of rural studies*, 43, p. 173-182.

LIBMAN Kimberly, « Has New York City Fallen into the Local Trap? », *Public Health*, 129 (4), 2015, p. 310-317.

MCCLINTOCK Nathan, 2014, « Radical, reformist, and garden-variety neoliberal: coming to terms with urban agriculture's contradictions », *Local Environment*, 19, p. 147-171.

MOURAD Marie, 2018, « La lutte contre le gaspillage alimentaire en France et aux États-Unis. Mise en cause, mise en politique et mise en marché des excédents alimentaires », Thèse de doctorat en Sociologie de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, 551p.

PINTO Louis, 2013, « La construction sociale d'une fiction juridique: le consommateur, 1973-1993 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 4, p. 4-27.

SMITH Andy, 2017, « The Economic Driven by Politics as Values: The Example of Pharmaceuticals in France », *New Political Economy*, 22(6), p.611-627.

STOLLE Dietlind et MICHELETTI Michele, 2013, *Political consumerism: Global responsibility in action*, Cambridge, Cambridge University Press.

WIRT Frederick M., 2017, *Politics, products, and markets: Exploring political consumerism past and present*, New York, Routledge.